

Consultation Publique Arcep

Établissement du plan national de
numérotation et de ses règles de gestion

DIGITALVIRGO

1_ Rappel du contexte 2

2_ Réponse à la consultation publique Arcep 3

1_ Rappel du contexte

L'ARCEP a entrepris un travail d'optimisation du cadre relatif au plan national de numérotation et de ses règles de gestion liée à la décision en vigueur 2018-0881.

La présente consultation vient apporter quelques modifications complémentaires aux conditions d'utilisation notamment de :

- prendre acte d'évolutions européennes et nationales ;
- améliorer les processus ;
- simplifier et clarifier les règles ;
- améliorer la gestion des ressources en numérotation ;
- renforcer la protection des utilisateurs finals contre les fraudes et les abus.

Cette consultation a pour objectif de prendre en compte le retour des acteurs du marché.

2_ Réponse à la consultation publique Arcep

2.1 Précision sur les conditions d'utilisation des ressources en numéros mobiles

Rappel de la consultation : « L'Autorité rappelle que les services de communications interpersonnelles non fondés sur la numérotation, définis au 6^o quater de l'article L. 32 du CPCE4, peuvent utiliser des ressources du plan de numérotation pour identifier l'utilisateur, même s'ils n'établissent pas « de connexion à un numéro ou des numéros figurant dans le plan national ou international de numérotation ».

Cependant, l'Autorité a constaté que des numéros mobiles étaient utilisés comme identifiant de services de communications électroniques interpersonnels non fondés sur la numérotation par des organisations qui souhaitaient également associer un centre de relation clientèle à ces mêmes numéros mobiles. Une telle utilisation des numéros mobiles étant, au regard de la définition précitée, prohibée, l'Autorité entend rappeler que ces organisations peuvent, dans ce cas, utiliser un numéro géographique ou polyvalent comme identifiant du service.»

Question 1. Que pensez-vous de la restriction de l'utilisation des numéros mobiles à des fins uniquement interpersonnelles ?

Réponse 1: Cette mise en place, peut poser un problème sur les numéros mobiles d'entreprise qui ne sont pas interpersonnels.

Question 2. Que pensez-vous de la définition de services minimaux qui doivent être offerts dans le cadre d'un service accessible à travers un numéro mobile ?

Réponse 2 : Pas de commentaire.

2.2 Conditions d'utilisation des numéros mobiles « à titre secondaire »

Rappel de la consultation : « La décision de l'Autorité no 2018-0881 susvisée a autorisé l'utilisation de numéros mobiles en tant que « numéros secondaires », afin notamment de « permettre aux utilisateurs de pouvoir recevoir leurs appels personnels et professionnels sur le même téléphone ou de disposer de numéros temporaires ». Toutefois, si la décision no 2018-0881 susvisée prévoit, parmi les conditions d'éligibilité des numéros mobiles utilisés à titre principal, des conditions relatives à la détention par

les opérateurs de communications électroniques, « d'un contrat permettant explicitement de commercialiser leur service sur le territoire considéré », cette décision ne prévoit pas de telles conditions pour l'attribution de numéros mobiles utilisés à titre secondaire.

Ainsi, au regard des objectifs d'utilisation et de gestion efficaces des ressources en numérotation et de protection des consommateurs prévus à l'article L. 32-1 du CPCE, l'Arcep estime proportionné de compléter les conditions d'éligibilité à l'attribution de ressources en numéros mobiles utilisées « à titre secondaire » et, dans ce cadre, de préciser qu'il est nécessaire de lui fournir une description de l'infrastructure technique utilisée ou un contrat passé avec un tiers qui lui donne la capacité de respecter les obligations liées à cette utilisation.

L'Arcep s'interroge sur les autres moyens susceptibles d'être mis en place afin de limiter les fraudes reposant sur l'utilisation de ressources en numérotation et en particulier l'affectation de numéros mobiles à titre secondaire à des utilisateurs situés en dehors du territoire français.»

Question 3. Que pensez-vous des conditions d'éligibilité à l'attribution de numéros mobiles utilisés à titre « secondaire » telles que précisées par la présente décision ?

Réponse 3: Cette mise en place, peut poser un problème sur les numéros mobiles d'entreprise.

Question 4. Comment les opérateurs qui exploitent des numéros mobiles utilisés à titre secondaire peuvent-ils, selon vous, assurer une localisation fiable de l'utilisateur, afin de garantir le respect de la condition de territorialité et le bon acheminement des communications d'urgence ?

Réponse 4: Pas de commentaire

2.3 Création d'une catégorie de numéros polyvalents utilisables pour les échanges avec une plateforme technique

Rappel de la consultation : « Depuis l'adoption de la décision no 2018-0881, de nombreux usages nouveaux se sont notamment développés en utilisant des numéros mobiles :

- la communication unifiée permise par les dispositifs de voix sur IP (VoIP), qui permet à des conseillers clientèle de communiquer avec leurs clients via un même numéro sur une plateforme technique associant appels et envoi et réception de messages SMS/MMS ;
- l'échange bidirectionnel de messages SMS/MMS entre une entreprise et sa clientèle, afin de l'alerter et lui proposer des modalités de réponse, convenir d'offres ou de rendez-vous ;
- la sous-affectation de courte durée de numéros de téléphone, essentiellement dans un contexte professionnel, via une application interne à l'entreprise (par exemple : conducteur de véhicule de

tourisme avec chauffeur, livreur de colis, employé de service après-vente, qui tous souhaitent communiquer avec leur clientèle sans pouvoir être personnellement rappelés à l'issue de leur mission).

Conformément à l'objectif d'innovation prévu au 3° du II de l'article L. 32-1 du CPCE, et afin de s'assurer de la bonne utilisation des ressources en numérotation attribuées, l'Autorité, en application du 7° de l'article L. 36-7 du même code, modifie ainsi la décision no 2018-0881 susvisée pour créer par la présente décision une catégorie de numéros polyvalents qui sont les seuls à même d'être utilisés pour les échanges voix et SMS/MMS entre une personne et une plateforme technique. Par dérogation aux conditions générales du plan de numérotation téléphonique (E. 164), de tels numéros peuvent être affectés de manière temporaire aux utilisateurs (cf. partie 5.2). »

Question 5. Que pensez-vous de la création de la catégorie des numéros polyvalents utilisables pour les échanges avec une plateforme technique ?

Réponse 5: Cette proposition va permettre de développer de nouveau usage entre la voix et le sms.

2.4_ Précisions sur les numéros de longueur étendue

Rappel de la consultation : « L'Autorité considère nécessaire de réserver l'utilisation des numéros mobiles à 10 chiffres à des services de communications interpersonnelles fondés sur la numérotation.

Elle modifie ainsi les conditions d'utilisation des numéros mobiles de longueur étendue pour prévoir que la fourniture exclusive d'un service d'accès à internet depuis un accès mobile, sans donc la fourniture d'un service téléphonique et d'un service de messagerie, s'appuie sur ce type de numéros.»

Question 6. Que pensez-vous de la modification des conditions d'utilisation des numéros mobiles de longueur étendue, qui aura pour effet d'utiliser uniquement ces derniers pour l'identification des accès mobiles destinés à la fourniture exclusive d'un service d'accès à internet ?

Réponse 6: Pas de commentaire

2.5_ Fin de la dérogation pour les numéros M2M à 10 chiffres en outremer

Rappel de la consultation : « L'Autorité constate désormais que le taux d'attribution des ressources en numérotation mobiles y devient également élevé, et qu'il devient dès lors nécessaire, au regard

de l'objectif de bonne gestion des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, que, comme en métropole, les numéros mobiles de longueur étendue soient désormais utilisés pour la communication de machine à machine.

Afin de permettre aux opérateurs et utilisateurs ultramarins de systèmes de communication de machine à machine de s'adapter à cette évolution, cette disposition prend effet au 1er juillet 2022.

L'Autorité précise que la fin de cette dérogation ne s'applique pas au territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon, où la catégorie des numéros mobiles de longueur étendue n'existe pas.»

Question 7. Que pensez-vous de la proposition de l'Arcep de mettre fin de la dérogation d'utilisation des numéros à 10 chiffres pour les services de communications de machine à machine en outremer ?

Réponse 7: Pas de commentaire

2.6_ Utilisation pour la « fourniture de services innovants » et création de numéros polyvalents de longueur étendue

Rappel de la consultation : « L'Arcep autorise par la présente décision que les numéros mobiles de longueur étendue soient utilisés par des personnes morales qui ne sont pas opérateurs en vue de fournir des services innovants, comprenant sans distinction des services de machine à machine et relevant de l'internet des objets (IoT).

Certains services innovants peuvent utiliser des réseaux filaires sans accès mobile pour acheminer des communications électroniques et, dès lors, ne peuvent se voir attribuer des numéros mobiles de longueur étendue. Afin d'accompagner l'émergence de tels services et de s'assurer de la bonne utilisation des ressources en numérotation conformément à l'article L. 32-1 du CPCE, l'Autorité crée une catégorie de numéros polyvalents de longueur étendue autorisant les mêmes usages que la catégorie de numéros mobiles de longueur étendue, et notamment l'utilisation extraterritoriale de ces numéros. Conformément au 1^{er} quater de l'article L. 44 du CPCE, les numéros polyvalents de longueur étendue sont également attribuables à des personnes morales qui ne sont pas des opérateurs en vue de fournir des services innovants, comprenant sans distinction des services de machine à machine et relevant de l'internet des objets (IoT).»

Question 8. Que pensez-vous de la proposition de l'Arcep de créer une catégorie de numéros polyvalents de longueur étendue ?

Réponse 8: Cette nouvelle catégorie permettra de mettre en place de nouveau usage.

Question 9. Que pensez-vous de la proposition de l'Arcep de recourir à des numéros polyvalents de longueur étendue ou de numéros mobiles de longueur étendue en vue de fournir des services innovants ?

Réponse 9: pas de commentaire

2.7_ Revue de la liste des services pouvant être offerts par des services de renseignements téléphoniques

Rappel de la consultation : « L'Autorité précise, au regard des objectifs d'innovation et de compétitivité dans le secteur des communications électroniques ainsi que d'utilisation efficace des ressources en numérotation prévus à l'article L. 32-1 du CPCE, que les services de renseignements téléphoniques sont également autorisés à proposer à l'appelant les horaires d'ouverture et les modalités d'accès du professionnel dont les coordonnées ont été demandées.

Par ailleurs, afin de protéger les consommateurs de possibles fraudes qui se fonderaient sur une utilisation interdite de numéros de la forme 118 XYZ pour proposer des services à valeur ajoutée qui ne correspondent pas à des services de renseignements téléphoniques, l'Autorité ajoute à la liste des services qui ne peuvent être offerts par les services de renseignements téléphoniques, les services ésotériques, astrologiques, de rencontre ou de conversations. »

Question 10 : Que pensez-vous des évolutions proposées aux conditions d'utilisation des numéros courts de services de renseignements téléphoniques ?

Réponse 10: Nous considérons que cette interdiction est déjà en place dans les recommandations déontologiques.

2.8_ Modalités de la mise en relation réalisée par des services de renseignements téléphoniques

Rappel de la consultation : « L'Arcep a reçu plusieurs signalements démontrant que cette dernière condition n'était pas suffisante pour protéger les utilisateurs de service de renseignements téléphoniques.

En effet, certains d'entre eux ont pu être mis en relation avec des services d'urgence. Or les services d'urgence ne peuvent connaître la localisation de l'appelant dans un tel cas, ce qui empêche une prise en charge rapide de l'appel d'urgence.

Ainsi, au regard notamment de l'objectif de protection des consommateurs prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, l'Autorité précise que les numéros courts de renseignements téléphoniques ne peuvent être utilisés pour la mise en relation vers les numéros d'urgence.

Par ailleurs, la mise en relation a pu être facturée à l'utilisateur, sans que cette information ne leur ait été communiquée au préalable par l'éditeur du service de renseignements téléphoniques.

L'Autorité rappelle à cet égard que l'article L. 224-58 du code de la consommation dispose que « lorsqu'ils proposent d'assurer la mise en relation à la suite de la fourniture d'un numéro de téléphone, les fournisseurs de renseignements téléphoniques ont l'obligation d'informer le consommateur du tarif de cette mise en relation. Cette information doit être fournie systématiquement et préalablement à l'acceptation expresse de l'offre de mise en relation par le consommateur ». »

Question 11: Que pensez-vous de l'interdiction de mise en relation vers des services d'urgence pour les services de renseignements téléphoniques ?

Réponse 11: Défavorable, mise en place technique complexe avec ciblage des numéros d'urgence concernés.

2.9_ Utilisation des services de messageries sur les numéros courts

Rappel de la consultation : « Depuis l'adoption de ladite décision, plusieurs sociétés offrant à des tiers la possibilité d'envoyer en masse des messages pour des usages A2P1, ainsi que des éditeurs de services à valeur ajoutée, ont fait part à l'Autorité de leur souhait de pouvoir offrir des services « convergents », constitués à la fois d'un service vocal et d'un service de messagerie, sur l'ensemble des catégories de numéros courts du plan national de numérotation.

Pour autant, le fait d'autoriser l'utilisation de numéros courts généralistes ou des numéros courts de services de renseignements téléphoniques pour l'envoi de SMS est susceptible d'être source de confusion pour les utilisateurs sur les conditions de facturation des messages qu'ils seraient susceptibles d'émettre vers ces numéros en réponse.

Dans ce cadre, au regard de l'objectif d'innovation prévu au 3° du II de l'article L. 32-1 du CPCE, l'Arcep souhaite recueillir l'avis des acteurs sur l'opportunité d'étendre la possibilité d'offrir des services de messagerie sur les catégories de numéros courts qui ne peuvent actuellement offrir que des services vocaux. »

Question 12: Pour quels usages serait-il pertinent d'autoriser un service de messagerie SMS, en complément d'un service voix, sur des numéros courts généralistes et des numéros de services de renseignements téléphoniques ? Quels garde-fous devraient alors être définis, le cas échéant, afin de protéger au mieux les consommateurs ?

Réponse 12: Favorable, pour les numéros court à une tarification gratuite / banalisée et faiblement majorée.

Cet usage peut être spécifique pour les services d'interactivité antenne, relation client ou bien pour les numéros d'urgence et d'aide aux personnes vulnérables facilitant la mémorisation du numéro.

Cette mise en place doit donner lieu à une réflexion marché et technique avec les OBL.

2.10_ Précisions sur les codes MCC-MNC

Rappel de la consultation : « L'Autorité reçoit régulièrement des demandes d'attribution de codes MCC-MNC d'opérateur mobile par des opérateurs qui n'exploitent pas de réseau mobile et qui justifient celles-ci en présentant des contrats avec des tiers (qui sont titulaires d'autorisation d'utilisation de fréquences ou agrégateurs de réseaux mobiles virtuels « MVNA »). Cependant, les contrats signés avec des tiers qui ne prévoient pas la fourniture de services grâce à un accès radio mobile, mais relèvent de prestations de services annexes, ne peuvent être fournis pour justifier de l'attribution d'un code MCC-MNC d'opérateur mobile.

Afin de rendre plus précises les conditions d'attribution de tels codes, et conformément à l'objectif de gestion efficace des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, l'Autorité modifie les conditions d'éligibilité aux codes MCC-MNC d'opérateurs mobiles. Ainsi, ceux-ci doivent être exclusivement attribués à des opérateurs qui exploitent un réseau mobile ouvert au public, ou qui s'appuient sur un contrat conclu directement ou via un intermédiaire technique auprès d'un exploitant de réseau mobile pour l'accès et l'utilisation effective dudit réseau, et non pour des services annexes.»

Question 13: Que pensez-vous des évolutions envisagées par l'Autorité relatives aux conditions d'attribution des codes MCC-MNC d'opérateurs mobiles ?

Réponse 13: Pas de commentaire

2.11_ Création d'une catégorie de codes MCC-MNC « Maintenance et sécurité des réseaux mobiles »

Rappel de la consultation : « La présente décision modifie ainsi la décision no 2018-0881 susvisée pour créer, pour chaque territoire, une catégorie de codes MCC-MNC exclusivement réservés à la maintenance et à la sécurité des réseaux mobiles. »

Question 14: Que pensez-vous de la création d'une catégorie de codes MCC-MNC exclusivement réservés à la maintenance et la sécurité des réseaux mobiles ?

Réponse 14: pas de commentaire

2.12_ Réduction de la granularité des tranches

Rappel de la consultation : « L'Autorité invite, à compter de l'entrée en vigueur de la décision, en outre les opérateurs attributaires de tranches de 10 000 numéros à demander la restitution des sous-tranches de 1 000 numéros qu'ils ne comptent pas exploiter, sous réserve que ceux-ci ne fassent l'objet d'aucune mise à disposition à un autre opérateur, ni d'aucune affectation à un client final. »

Question 15: Que pensez-vous de la réduction de la granularité des tranches attribuées par l'Autorité ?

Réponse 15: Cette proposition aura un impact sur la gestion des tranches.

2.13_ Diminution de la période maximale de gel

Rappel de la consultation : « L'Autorité estime ainsi justifié et proportionné que le délai de réaffectation d'un numéro par un opérateur soit désormais compris entre quarante-cinq et quatre-vingt-dix jours, à compter de la date de résiliation effective du contrat liant l'utilisateur précédent du numéro et l'opérateur ou bien, dans le cadre d'une offre mobile prépayée uniquement, après la date à laquelle l'utilisateur n'avait plus de crédit sur sa carte SIM ou après la date à laquelle la recharge de crédits est arrivée à échéance.. »

Question 16: Que pensez-vous de la diminution de la période maximale de gel autorisée ?

Réponse 16: Favorable à la proposition.

2.14_ Définition d'une durée minimale d'affectation des numéros

Rappel de la consultation : « Au regard de l'objectif d'utilisation efficace des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, il apparaît justifié et proportionné de prévoir que, dorénavant, les ressources en numérotation doivent être affectées à un utilisateur final pour une durée minimale de 12 heures.

Par dérogation, afin d'encourager l'innovation et au regard de la nature de l'utilisation qui est faite de ce type de ressources, l'Autorité précise que, par dérogation, cette règle ne s'applique pas aux numéros polyvalents utilisables pour les échanges avec les plateformes techniques introduits par la présente décision.»

Question 17: Que pensez-vous de la définition d'une durée minimale d'affectation d'un numéro ?

Réponse 17: Pas de commentaire.

2.15_ Préfixes RIO pour numéros spéciaux

Rappel de la consultation : « L'Autorité susvisée a fait évoluer la procédure de conservation des numéros de services à valeur ajoutée, et prévoit notamment sa sécurisation, grâce à l'utilisation d'un relevé d'identité opérateur (RIO) pour numéros spéciaux, à l'instar du RIO déjà en place sur le marché mobile depuis 2007 et sur le marché fixe pour les utilisateurs résidentiels depuis 2012. L'automatisation croissante des processus de conservation des numéros spéciaux entre les opérateurs nécessite en effet la mise en place d'un dispositif d'authentification, lequel consiste à associer un RIO à chaque numéro affecté aux abonnés. L'article 23 de cette décision prévoit que les obligations relatives à la fourniture du RIO des numéros spéciaux entreront en vigueur le XXXX.

La décision no 2021-XXXX prévoit, à ce titre, que le RIO du numéro spécial est composé de quatre champs avec la structure suivante « OO Q RRRRRR CCC », et précise que le préfixe « OO », codé sur deux caractères alphanumériques, identifie l'opérateur donneur (opérateur SVA à partir duquel le numéro est porté).

La présente décision vise à la création du préfixe de relevé d'identité opérateur (RIO) des numéros spéciaux utilisé dans la procédure de conservation des numéros spéciaux, ainsi qu'à la détermination de sa composition et à la définition des conditions d'attribution et d'utilisation. Afin de simplifier le processus, et dans la mesure où la portabilité des numéros spéciaux est considérée comme une portabilité d'un numéro fixe sur le marché entreprises dans les processus mis en place

par les opérateurs, l'Autorité estime qu'il est raisonnable, au regard de l'objectif de gestion efficace des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, que les préfixes RIO utilisés par les opérateurs fixes puissent être également utilisés par les opérateurs lorsqu'ils portent un numéro spécial..»

Question 18: Que pensez-vous de l'utilisation des préfixes RIO fixes en tant que préfixes RIO pour les numéros de services à valeur ajoutée ?

Réponse 18: Favorable, les préfixes RIO pour tous numéros fixes et SVA permettraient de fluidifier et faciliter les portabilités pour tout type de numéro.

2.16_ Allocation de nouveaux préfixes de routage de numéros mobiles en métropole

Rappel de la consultation : « L'Autorité constate que les ressources actuellement allouées ne suffisent plus pour répondre à cette demande, dans la mesure où de nombreux opérateurs virtuels de réseaux mobiles convertissent désormais leur architecture technique, pour passer d'un modèle où ils ne disposent pas eux-mêmes d'un coeur de réseau (et n'ont donc pas besoin de préfixe de routage) à un modèle « Full MVNO ».

Afin de continuer à répondre aux demandes futures, il apparaît justifié de créer 50 préfixes supplémentaires.

La présente décision modifie ainsi la décision no 2018-0881 susvisée pour ajouter à la catégorie de préfixes de routage des numéros mobiles en métropole les numéros commençant par 0526 à 0530. »

Question 19: Que pensez-vous de la création de nouveaux préfixes de routage des numéros mobiles en métropole ?

Réponse 19: Pas de commentaire

2.17_ Précision sur les préfixes de routage pour les numéros de longueur étendue

Rappel de la consultation : « La présente décision prévoit que les préfixes de routage des numéros mobiles doivent être utilisés indifféremment pour les numéros mobiles ou les numéros mobiles de longueur étendue.

De la même manière, au regard notamment de l'objectif d'utilisation et de gestion efficaces des ressources en numérotation à l'article L. 32-1 du CPCE, l'Autorité prévoit que les préfixes de routage des numéros géographiques et polyvalents doivent être également utilisés indifféremment pour les numéros géographiques, les numéros polyvalents, les numéros polyvalents utilisables pour les échanges avec des plateformes techniques et les numéros polyvalents de longueur étendue ».

Question 20: Que pensez-vous de l'utilisation des préfixes de routage existants pour les numéros de longueur étendue ?

Réponse 20 : Pas de commentaire

2.18_ Territorialisation des préfixes de routage des numéros mobiles en outremer et des préfixes de routage des numéros géographiques et polyvalents

Rappel de la consultation : « La présente décision crée des préfixes de routage dédiés pour la métropole, pour chaque département d'outre-mer ainsi que pour Saint-Pierre-et-Miquelon, et ce, d'une part, pour la catégorie « préfixes de routage des numéros géographiques et polyvalents » et, d'autre part, pour la catégorie « préfixes de routage des numéros mobiles ».

Afin de permettre aux opérateurs ultramarins concernés par cette disposition, d'une part, de mettre en oeuvre sur leur réseau ces nouvelles ressources et, d'autre part, de modifier les informations de routage pour leurs clients qui seraient concernées, l'Autorité estime nécessaire de laisser une période de transition de 18 mois à compter de l'adoption de la présente décision pour la mise en oeuvre par l'ensemble des opérateurs des préfixes de routage territorialisés.

La présente décision modifie ainsi la décision no 2018-0881 susvisée pour ajouter dans les catégories de préfixes de routage des numéros géographiques et polyvalents suivants, alloués à compter du 1er août 2023».

Question 21: Que pensez-vous de la création de nouveaux préfixes de routage fixes et mobiles en outremer ?

Réponse 21 : Favorable, cela va permettre de distinguer le trafic par préfixe.

2.19_ Création de codes MSRN en outremer

Rappel de la consultation : « La loi no 2021-1485 du 15 novembre 2021 visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France a introduit des modifications au V de l'article L. 44 du CPCE. Celui-ci dispose désormais que « le deuxième alinéa du présent V ne s'applique pas à l'acheminement des appels et messages reçus par des utilisateurs finals en situation d'itinérance internationale sur le territoire national présentant comme identifiant d'appelant un numéro issu du plan de numérotation établi par l'autorité ». Il est ainsi nécessaire que l'ensemble des opérateurs de réseaux mobiles, y compris ultramarins, identifient les communications entrantes à destination des clients en itinérance dans l'ensemble des territoires couverts par la présente décision.

Compte-tenu de ces éléments, et au regard de l'objectif de gestion efficace des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, la présente décision crée une catégorie de codes MSRN pour chaque territoire ultramarin. La présente décision modifie ainsi la décision no 2018-0881 susvisée pour ajouter dans la catégorie des codes MSRN».

Question 22: Que pensez-vous de la création de codes MSRN en outremer ?

Réponse 22 : Pas de commentaire

2.20_ Allocation de ressources mobiles à Saint-Pierre-et-Miquelon

Rappel de la consultation : « Les opérateurs mobiles présents sur ce territoire ont indiqué aux services de l'Autorité que les utilisateurs finals rencontrent certaines difficultés pour la réception de SMS lorsque ceux-ci sont émis par des plateformes techniques gérées par des sociétés offrant à des tiers la possibilité d'envoyer en masse des messages pour des usages A2P8, notamment pour les mécanismes de double authentification sur certains sites internet. En effet, dans la mesure où certaines plateformes techniques considèrent que seuls les numéros commençant par 06 ou par 07 sont des numéros mobiles, ceux utilisés à Saint-Pierre-et-Miquelon ne peuvent satisfaire à cette condition.

Compte tenu de ces éléments, au regard de l'objectif de gestion efficace des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, la présente décision crée une catégorie de numéros mobiles sur le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon. La présente décision modifie ainsi la décision no 2018-0881 susvisée pour ajouter dans la catégorie des numéros mobiles ».

Question 23: Que pensez-vous de la création de nouvelles ressources en numérotation mobiles sur le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon ? Le stock de numéros mobiles actuellement affectés, qui commencent par 05 08, doit-il être transféré vers le numéro en 07 08 correspondant ?

Réponse 23: Pas de commentaire

2.21_ Suppression de la catégorie des numéros spéciaux de services de données

Rappel de la consultation : « L'Autorité rappelle qu'elle a défini dans sa décision no 2018-0881 susvisée une catégorie de numéros spécifiques pour les services de données (0836). Ces numéros étaient historiquement utilisés pour permettre l'accès à des services de télématique sur le minitel.

Or Orange a arrêté techniquement le réseau X25, sur lequel transitait l'ensemble de ces services, le 30 juin 2012.

Ainsi, au regard notamment de l'objectif d'utilisation et de gestion efficaces des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, la présente décision prévoit la fermeture de la tranche 0836 au 1er juillet 2023, qui pourra être de nouveau allouée à de futurs besoins. ».

Question 24: Que pensez-vous de la suppression de la catégorie des numéros spéciaux d'accès de services de données ?

Réponse 24: Pas de commentaire

2.22_ Clarification des règles d'attribution

Rappel de la consultation : « L'Autorité rappelle que les téléprocédures spécialisées (formulaires en ligne) accessibles via le site extranet de l'Autorité⁹ permettent au demandeur d'effectuer en ligne ses demandes d'attribution, de renouvellement, de restitution ou de transfert de ressources en utilisant ses identifiants d'accès. Un accusé de réception de la demande est adressé ensuite au demandeur.

En cas de dysfonctionnement du site extranet de l'Autorité, seule la téléprocédure généraliste peut être utilisée pour effectuer les demandes. ».

Question 25: Que pensez-vous des modifications proposées des règles d'attribution ?

Réponse 25: Pas de commentaire

2.23_ Clarification des conditions de transfert de ressources

Rappel de la consultation : « L'Arcep rappelle que les opérateurs attributaires de numéros courts ne peuvent refuser à l'affectataire un changement d'opérateur tout en conservant son numéro. Il est alors nécessaire audit affectataire de solliciter son opérateur pour demander le transfert d'attribution auprès de l'opérateur de son choix.

Ainsi, afin qu'un transfert de numéros courts dont l'affectataire peut être différent de l'opérateur attributaire soit considéré comme éligible, l'Autorité estime nécessaire, au regard de l'objectif de gestion efficace des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, que l'opérateur qui demande à se voir transférer le numéro apporte à l'Arcep un courrier attestant que l'affectataire lui a demandé de procéder audit transfert. »

Question 26: Que pensez-vous des modifications des conditions de transfert des ressources ?

Réponse 26: Quels seront les documents à fournir (Mandat ou autres) ?

2.24_ Restitution de ressources auprès de l'Autorité

Rappel de la consultation : « Au regard notamment de l'objectif de protection des consommateurs prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, l'Arcep estime raisonnable que les opérateurs qui restituent des ressources en numérotation auprès de l'Arcep fournissent un document émanant des instances sectorielles de portabilité, en l'espèce le GIE EGP pour les numéros mobiles en métropole et l'APNF pour les numéros fixes et SVA, mentionnant, pour chaque tranche restituée, le nombre de numéros portés par opérateur receveur. L'Arcep précise que cette disposition s'appliquera également pour les opérateurs mobiles ultramarins dès lors que ceux-ci auront mis en place, conformément à la partie 6.2.3 de la décision no 2021-XXXX susvisée, une base centralisée recensant l'ensemble des numéros mobiles portés.

Afin d'assurer la sécurité juridique des situations en cours, cette disposition ne s'applique qu'aux ressources restituées dont la demande de restitution a été reçue à compter du 1er juillet 2022. »

Question 27: Que pensez-vous des modifications des conditions de restitution de ressources auprès de l'Autorité ?

Réponse 27: Comment fonctionnera cette étape de restitution et de vérification ?

2.25_ Fourniture d'un contact en charge des données pour les services de renseignements

Rappel de la consultation : « Afin de faciliter les échanges opérationnels entre les éditeurs d'annuaires ou éditeurs de services de renseignements téléphoniques et les opérateurs fixes et mobiles, l'Autorité a proposé à l'ensemble des opérateurs attributaires de ressources en numérotation de lui transmettre les coordonnées du contact opérationnel en charge de la gestion des annuaires universels, afin de constituer une liste des contacts pertinents qui a ensuite été mise à la disposition des opérateurs sur le portail extranet de l'Arcep.

À la date de la présente décision, la liste constituée par l'Arcep contient les informations provenant de seulement 55 opérateurs sur les 276 attributaires de numéros fixes ou mobiles. Afin de faciliter la récupération des données provenant des opérateurs, il apparaît dès lors pertinent de rendre obligatoire la fourniture par les opérateurs d'une adresse électronique non nominative de contact pour traiter des sujets opérationnels relatifs aux annuaires universels.

Les données ainsi publiées ne seront conservées par l'Arcep que pour la durée d'attribution des ressources concernées et n'auront pas d'autre finalité.»

Question 28: Que pensez-vous de l'obligation de fournir un contact en charge des données pour les services de renseignements ?

Réponse 28: Favorable

2.26_ Respect des conditions d'éligibilité

Rappel de la consultation : « Afin de pouvoir devenir l'attributaire d'une ressource en numérotation, un opérateur doit satisfaire au préalable à certaines conditions d'éligibilité définies dans l'annexe 1 de la décision no 2018-0881 susvisée.

Même si ces conditions sont des conditions préalables à respecter avant toute attribution de ressources, l'Autorité tient à préciser, au regard de l'objectif de gestion efficace des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, qu'elles constituent un ensemble de critères essentiels à respecter durant l'entièreté de la durée d'attribution de chaque ressource.»

Question 29: Que pensez-vous des précisions apportées aux conditions d'éligibilité ?

Réponse 29: Pas de commentaire

2.27_ Suppression de la catégorie des numéros mobiles authentifiés

Rappel de la consultation : « L'Autorité estime pertinent et proportionné, au regard de l'objectif de gestion efficace des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, de supprimer cette catégorie et de réallouer les tranches de numéros dans la catégorie des numéros mobiles, dans la mesure où par ailleurs :

- l'utilisation de numéros mobiles comme numéro d'appelant sera nécessairement authentifiée après le 25 juillet 2023, ce qui rendra caduque la nécessité d'exploiter cette catégorie pour ce faire ;
- jusqu'à 24 juillet 2023, les expérimentations relatives à l'authentification des numéros peuvent utiliser des numéros mobiles, dûment identifiés par les opérateurs ;
- à la date de rédaction de la présente décision, aucune tranche de numéros mobiles authentifiés n'a été attribuée. »

Question 30: Que pensez-vous du rétablissement envisagé des mesures d'encadrement des conditions d'utilisation des ressources en numérotation par les systèmes automatisés d'appel et d'envoi de messages ?

Réponse 30: Pas de commentaire

Question 31: Que pensez-vous de la suppression de la catégorie des numéros mobiles authentifiés ?

Réponse 31: Pas de commentaire

2.28_ Règles d'exception à l'interdiction d'utilisation des systèmes automatisés relatives aux caractéristiques du trafic

Rappel de la consultation : « L'Arcep soumet pour avis aux acteurs plusieurs règles d'exceptions susceptibles d'être instaurées par la présente décision, en proposant que cette interdiction ne s'applique pas aux systèmes automatisés d'appels et d'envois de messages :

- qui, au regard des caractéristiques du flux d'appels et de messages, émettent des appels ou messages à l'attention de 5 numéros de téléphones différents ou moins, sur une période de 30 jours ;
- pour lesquels, au regard des caractéristiques du flux de messages, le nombre de messages émis est équivalent (à 20 % près) ou inférieur au nombre de messages reçus, sur une période de 30 jours ;

– pour lesquels, au regard des caractéristiques du flux d'appels, le nombre d'appels émis est inférieur ou égal à 20 % du nombre d'appels reçus, sur une période de 30 jours.

L'Autorité précise que l'assistance d'une machine à la composition de numéros de téléphone, utilisée notamment en centre d'appels, peut ne pas être considérée comme relevant d'un système automatisé d'appels et d'envois de messages, si ladite assistance n'émet les appels qu'individuellement, sans parallélisation possible et sur la commande explicite d'un humain pour chaque appel.»

Question 32: Que pensez-vous de la définition des exceptions au principe d'interdiction des systèmes automatisés relatives aux caractéristiques du trafic et des précisions proposées ?

Réponse 32: Les règles d'exception à l'interdiction d'utilisation des systèmes automatisés engendrent un problème de mise en place technique pour bloquer les exceptions listées.

2.29_ Numéros à fonctionnalité banalisée

Rappel de la consultation : « Afin de simplifier l'accès aux deux services mentionnés au premier paragraphe et dans un objectif de protection du consommateur prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, l'Autorité considère qu'il est nécessaire de définir deux nouveaux numéros courts à fonctionnalité banalisée permettant ces usages, aux côtés des numéros à trois chiffres propres à chaque opérateur.

À cet effet, l'Arcep propose d'utiliser le numéro 3174 pour l'accès au suivi de la consommation et le numéro 3175 pour l'accès à la messagerie.»

Question 33: Que pensez-vous de la création des deux numéros à fonctionnalité banalisée pour le suivi de la consommation et la consultation de messagerie ?

Réponse 33: Cette proposition peut être compliquée à mettre en place techniquement.

Cette mise en place, serait-elle uniquement pour les opérateurs de boucle locale ou bien également entreprise ?

2.30_ Précisions sur les conséquences de la sortie d'un pays de l'Espace économique européen ou l'Association européenne de libre-échange

Rappel de la consultation : « L'Autorité a pu constater, à la suite des échanges qu'elle a menés avec les différents opérateurs, qu'une clarification de cette disposition était nécessaire pour le cas

particulier où un pays décide de quitter l'Espace économique européen ou l'Association européenne de libre-échange.

Ainsi, l'Autorité précise que, lorsqu'un pays décide de ne plus rester membre de l'Espace économique européen ou de l'Association européenne de libre-échange, les éditeurs établis dans ce pays ne peuvent plus être affectataires de numéros spéciaux ou de numéros courts. Afin de laisser à ces éditeurs la possibilité de trouver une solution alternative, et afin de permettre de manière temporaire la continuité des services, l'Arcep estime raisonnable cependant de laisser une période de trois mois à compter de la date de sortie effective du pays pour la mise en oeuvre de cette disposition. Pour le cas particulier du Royaume-Uni, dont la sortie est effective depuis le 31 janvier 2020, cette disposition s'appliquera dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente décision.»

Question 34: Que pensez-vous des précisions apportées aux conditions de territorialité applicables aux numéros spéciaux et courts ?

Réponse 34: Pas de commentaire.